

Préface de Vasile Morar

Matei Gall a risqué sa vie comme militant antifasciste. Il a cru dans la valeur de la vie et de la liberté, il s'est révolté contre les inégalités et les injustices de toutes sortes. Dans sa jeunesse, il a cru que ces idéaux nobles pouvaient prendre corps dans une « société démocratique populaire », « socialiste ». Il a vécu la répression anticommuniste des années 1938-1944, et le climat de suspicion et de terreur psychologique des années ultérieures, lorsque — ce livre le raconte — il a dû se justifier à maintes reprises pour avoir été, aux côtés de trois autres camarades de détention, à Râbnita en Transnistrie, le miraculeux survivant d'un assassinat collectif. Et par les faits vécus, il a compris qu'il avait été confronté aux ressorts irrationnels de l'Histoire.

Esprit lucide, humaniste convaincu, Matei Gall a également senti la nécessité de témoigner, pour que, dans la mesure du possible, le mal ne se répète plus. C'est dans ans cet espoir qu'il a écrit *le Massacre* (1956), œuvre consacrée à Râbnita, et traduit en allemand, en hongrois et en ukrainien. En 1989, la revue magyare *Mozgo Világ* * a publié une longue interview sur son expérience comme détenu antifasciste dans la prison de Caransebes.

Matei Gall porte un témoignage sincère sur le rêve communiste et sur la manière dont celui-ci s'est dégradé et perverti. Un tel homme est devenu si rare qu'on ne peut éviter cette question : que se passera-t-il lorsque tous les jugements sur la Shoah se fonderont sur les seuls documents inertes, et non plus sur des *monuments humains* vivants, imprégnés de mémoire ? Qu'advientra-t-il de la vérité historique si l'on ne sait plus comment, lors de périodes telles que le

* « Le Monde en mouvement », n° 7, 1989.

nazisme, certaines personnes, peu nombreuses, se montrent capables d'opposer un credo moral et politique au criminel ? Quelques-uns, dont Matei Gall, tout à la fois jeune et mûr, ont compris, en les vivant, les faits génériquement appelés Shoah, et ceux que l'on désigne sous les termes « crimes du stalinisme ». Ce n'est ni *La Nuit* d'Élie Wiesel, ni *Le Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler qui leur ont ouvert les yeux. C'est sans intermédiaire, par leur vie même qu'ils ont connu dans leurs monstrueux détails, les deux paradigmes de la terreur, dans le siècle le plus sanglant de l'histoire de l'humanité.

Par expérience, je peux affirmer que *la rencontre* avec les survivants dévoile la vérité *tout d'un coup* et de la manière la plus naturelle, parce que la présence de *l'autre* — dans sa composante intuitive, au-delà du doute et de la suspicion — rend inutile toute autre précision, toute autre explication. C'est de cette façon que les choses se sont passées lorsque Matei Gall a parlé à une nombreuse assistance d'étudiants au printemps 2009, dans l'amphithéâtre Mircea-Florian, à la faculté de philosophie de l'université de Bucarest. Des vérités dures, effrayantes, ont alors franchi le seuil de la perception intellectuelle pour atteindre le niveau de la compréhension éthique. En quelques instants s'est produite une parfaite assimilation de vérités fondamentales que la théorie avait affirmées comme définitoires de l'homme en tant qu'être moral : la rationalité de la conduite et l'obligation de tenter d'universaliser la maxime de la volonté. Sans nul doute, tous les étudiants présents connaissaient ces propositions, mais alors, ils ont eu l'occasion de saisir une autre vérité venue du judaïsme et du christianisme : la morale présuppose amour de l'autre, amour inconditionné du prochain. Ou, plus exactement, dans la perspective d'Emmanuel Levinas, qui savait ce que la Shoah représentait, l'éthique disparaît *si je ne sens pas* « que le visage de l'autre m'oblige, par une force impérative, à l'aimer », et que, dans l'espace de la morale élémentaire, « je dois aimer l'autre sans attendre la réciprocité ».

Matei Gall a voulu raconter au passé composé et, parfois, au passé simple, ce qu'il a vécu. Il a voulu dire comment, jeune, il s'est préparé à mourir et comment il est revenu à la vie. Il ne s'agit pas pour lui de donner des leçons de morale, mais plutôt de tirer des faits quelques enseignements, en toute simplicité. Une telle simplicité, toutefois, s'avère lourde de complications...

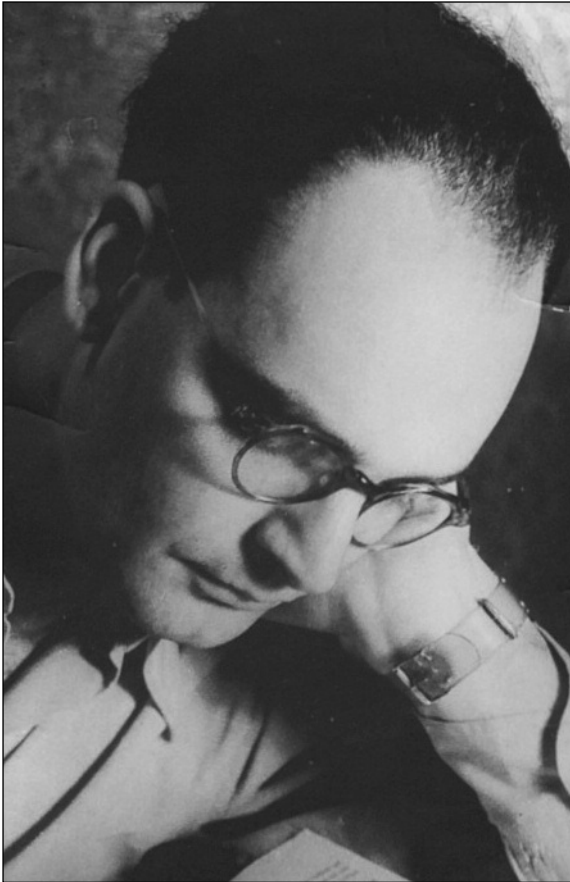
Est-il simple d'être jeté en prison comme « détenu politique dangereux » à vingt ans et de frôler la mort à vingt-quatre ? Est-il

simple de croire à la bonté humaine quand on voit autour de soi — jour et nuit, des semaines, des mois, des années durant, qui semblent ne plus finir — rien que la haine et la violence, l'humiliation et la cruauté ? Est-il simple d'accepter que ses anciens camarades, tout comme les oppresseurs, aient recours à des crimes ? Est-il simple de supporter le ver de la suspicion de personnes qui n'ont aucun ressort moral pour dominer leurs propres ambitions ? Il est certain que pour Matei Gall la simplicité des faits élémentaires n'a rien de simple, tout comme les événements de la vie ne sont pas vraiment purs.

Cependant, confiant dans une voie salvatrice, cet homme va connaître des expériences affreuses à Vapniarca et à Râbnita. Jamais il ne sera un proche de ceux qui étaient déjà considérés comme les « futurs élus », dès la prison de Caransebes. L'autonomie de son jugement et le mépris spontané pour les serviles obédiences lui épargnent des situations incompatibles avec l'idée de révolté politique intègre. Les raisons de son engagement sont de *grandes* raisons : d'une part, les inégalités et la misère dans laquelle il a vu que vivaient les paysans et, d'autre part, les discriminations raciales, celles dirigées et renforcées, de jour en jour, contre les Juifs, lois antisémites presque copiées sur celles de l'Allemagne nazie.

L'histoire de Matei Gall révèle la fragilité et la précarité de la morale lorsque les événements historiques se libèrent du contrôle de la raison et ne sont plus déterminés que par des passions destructrices. Celles-ci s'avèrent presque impossibles à stopper lorsqu'elles s'associent la force de la science et le pouvoir de l'État, identifié à son tour à un personnage maléfique. Après Oliver Lustig ou Liviu Beris, le récit que l'on va lire constitue un admirable témoignage sur l'Holocauste des Juifs de Roumanie, sur la faillite de l'espérance communiste, et sur le simple désir de rester, malgré tout, un homme.

Prof. Dr. Vasile Morar
Faculté de Philosophie
Bucarest



Matei Gall en 1949.

I

Le retour à Déva

Un jour du mois d'août 1990, alors que je me trouvais à Déva, dans les ruines de la citadelle située sur la crête de la colline, je regardais ma ville natale et m'émerveillais — une fois encore — de cet endroit qui demeurerait l'un des points cardinaux de ma vie.

Ma visite à Déva, durant cette année si importante dans l'histoire mondiale, et, par conséquent, dans celle de la Roumanie, m'avait mis dans un étrange état, car je revivais intensément des épisodes et des sentiments endormis. Deux décennies s'étaient écoulées depuis mon précédent séjour. En 1969, j'y étais venu faire mes adieux : j'allais émigrer quelques mois plus tard.

Formé par le milieu ambiant de cette cité et de cette région, j'ai combattu pour un certain idéal dans l'espoir de voir s'instaurer une société plus juste. Pour cette raison, je fus arrêté en 1940 et, accusé d'activité révolutionnaire, je fus condamné à quatre ans de prison. Au cours de ces années, la mort m'a très souvent tourné autour, prête à me saisir de ses griffes. Survivant d'un massacre, c'est ici que je suis revenu chercher apaisement, compréhension et guérison. Ensuite, j'ai donné tout ce que j'ai pu, ce qu'il y avait de meilleur en moi pour la construction de l'édifice social dont je rêvais. Plus tard, en pleine maturité, heurté par les réalités et envahi par les doutes, j'ai décidé de m'en aller.

Mon retour tardif, au cours de cette année si particulière, fut déterminé par les événements ayant eu lieu quelques mois auparavant. Beaucoup se souviennent des derniers moments de l'année 1989, où s'est effondré le régime pour lequel j'avais été prêt, jadis, à sacrifier ma propre vie. J'ai tout suivi à distance, de mon nid en Europe de l'Ouest, et j'ai vu se volatiliser totalement, ou presque,

l'organisation constituant l'ossature même de l'État : j'ai vu disparaître le parti communiste roumain.

À la télévision, j'ai vu Nicolae Ceaucescu, mon ancien camarade de détention à la prison de Caransebes, devenu le superlatif des superlatifs, une nouvelle idole, presque un dieu, chassé du pouvoir par les cris de la foule ; et j'ai vu comment, dans une ville de province, devant une table de cuisine, lui et sa femme furent reconnus coupables, condamnés à mort, et peu après, criblés de balles.

Depuis, l'image de leur totale impuissance me revient souvent à l'esprit. Le visage de Ceaucescu, capté par la caméra dans sa totale incapacité à comprendre ce qui se passait, me reste en mémoire comme le symbole même de la défaite. À cette table de cuisine, pendant ces jours de décembre 1989, une page d'histoire — et pas seulement une page d'histoire de la Roumanie — fut écrite. Là, un tribunal militaire spécial, invisible, jugeait le « Commandant suprême », tandis que ce dernier, fatigué, mal rasé, les cheveux ébouriffés, regardait sans cesse sa montre, peut-être pour compter les dernières minutes de sa vie.

Je revois également les images de sa fuite, son désespoir et la crainte de ses poursuivants : le voilà vaincu, descendant du char d'une armée dont, à ce moment-là, dans ces jours précédant Noël, il demeurait le chef. Il avait encore sur sa tête, lui tombant sur les yeux, son bonnet de fourrure de mouton. Mais son air méprisant de supériorité l'avait quitté.

Les séquences de son « jugement » m'apparaissent clairement. Il a l'air timide et plus petit qu'en réalité, accablé sous le fardeau des accusations et des questions. Cette fois-ci, le voici sans le sceptre — verge dorée ou masse d'armes ? — symbole de l'autorité, du pouvoir, du règne, dont il s'était paré devant un peuple affamé.

Sur le banc d'accusation, je l'ai mieux reconnu... Là, avec Elena — « la reine » —, à ses côtés, il était presque redevenu l'homme que j'avais connu en 1941, à la prison de Caransebes.

Je le revois presque quotidiennement, car l'image électronique de sa face pétrifiée a été incluse par une chaîne de télévision allemande dans le générique précédant les émissions d'histoire. Fixé par l'objectif, il est au balcon du siège du Comité central du parti communiste roumain, à Bucarest, symbolisant la faillite du système politique et économique socialiste en Europe de l'Est.

Sur les images télévisées, retransmettant les événements dès le 21, le 22 et, notamment le 25 décembre — jour du jugement et de

l'exécution —, j'ai reconnu le Ceaucescu du quatrième étage du pénitencier de Caransebes. En 1941, il n'avait que vingt-trois ans, tandis que l'homme criblé de balles atteignait les soixante et onze ans. Mais au moment de sa condamnation, il était redevenu celui d'autrefois, dont on disait à voix basse qu'il serait quelqu'un, qu'il avait devant lui un grand avenir. Il était alors considéré comme l'avenir même...

Pourtant, à partir du mois de mars 1941 jusqu'à mon départ en septembre 1942 pour le camp de Vapniarka, il me paraissait être un jeune homme taciturne, et quelque peu craintif. Mais peut-être n'était-ce qu'une pose, un masque adopté pour ses relations avec les « triumvirs ». Ceux-ci étaient les plus « lourds » des détenus, logés à trois par cellule, et les dirigeants non seulement du collectif de Caransebes, mais de tout le parti communiste roumain. Par exemple, Gheorghe Gheorghiu-Dej¹, Chivu Stoica² et Bodnaras³ occupaient une cellule, Constantin Draghici, Alexandros Moghioros et Bernath Andrei⁴ une autre... Ce sont eux qui, après le 23 août 1944, ont accaparé le pouvoir dans le pays.

Ceaucescu était une sorte d'homme à tout faire, une sorte de gardien des cellules des « triumvirs » et, en même temps, celui qui leur apportait les rations de nourriture. À l'époque, il m'a semblé qu'il était ainsi soumis parce qu'il était timoré. Il redoutait d'être évincé de cette fonction de confiance. Il avait peur qu'un autre n'acquière le privilège de servir les dirigeants et ne le remplaçât dans la posture de « notre futur grand espoir ».

Son humilité avait d'autres raisons : il avait un fort complexe d'infériorité. Il parlait difficilement, bégayait, avait de la peine à prononcer correctement certains sons, certains mots, et avait peu de culture générale.

En toute sincérité, je n'ai pas compris pourquoi, dès cette époque, c'était lui l'homme de grand avenir, et en quelque sorte, l'image même de l'avenir du pays. Dans les années 40, je n'aurais pas pu imaginer qu'il allait devenir une figure historique.

Lorsque nous nous sommes rencontrés pour la première fois, nous étions tous les deux jeunes. Il était mon aîné de deux ans. On disait qu'en 1939 il avait pris la parole devant une grande assemblée à Bucarest, et qu'il avait été arrêté et condamné pour cette raison. Mais personne ne savait si, dans son activité clandestine, il avait accompli un acte particulier, des faits de bravoure et de grande importance pour la révolution prolétarienne. Il semblait

n'avoir milité que dans le cadre des corporations officielles créées par le roi Charles II^s pendant sa dictature. Mais, en 1939, d'autres avaient fait la même chose. Moi aussi, comme tisserand à Lugoj, j'avais fait partie de la corporation carliste et j'avais essayé d'organiser une grève pour obtenir une augmentation substantielle des salaires.

À Caransebes, beaucoup de personnes pouvaient être fières de leurs actes au service de la révolution. Et pourtant, elles ne furent pas estimées dignes de confiance par la direction du parti.

Certains, selon une sorte de loi, réussirent à accéder au pouvoir et à se faire remarquer dans l'Histoire. Ceux-ci étaient, sans doute, pourvus de qualités auxquelles les autres ne pensaient même pas. Ils sentaient, sans avoir étudié les ouvrages des grands psychologues, la faiblesse des masses, leurs peurs, et la manière dont on peut les tromper, les corrompre ou les acheter. Les dictateurs en puissance savent très bien comment jongler avec la lâcheté humaine.

Ceausescu fit preuve d'un grand sens tactique, et pas seulement sur le plan national ; il parvint à peser durant presque un quart de siècle sur la politique mondiale. Intuitivement, il possédait l'art d'accaparer et de conserver le pouvoir.

Il m'a paru étrange que cet homme doué de tant de qualités achevât sa carrière dans le lieu même où il avait renforcé sa position, à savoir le balcon du siège du Comité central du parti communiste. C'est à cet endroit qu'il avait prononcé, le 22 août 1968, le fameux discours antisoviétique à l'occasion de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées des « pays frères ».

En voyant les corps inanimés du couple dirigeant, je me suis dit que la mort avait effacé la page finale de l'histoire de la vieille garde du parti, dont il était l'un des derniers représentants. Les autres, ceux qui l'avaient accompagné sur le long chemin de son règne, avaient disparu ; certains de mort naturelle, d'autres réduits d'une façon ou d'une autre à néant, internés, par exemple, à l'hôpital du Comité central du parti pour qu'ils s'y suicident dans un total désespoir. Tel fut le cas de Chivu Stoica, l'un des dirigeants de la grève des cheminots roumains de 1933, Premier ministre, puis président du conseil d'État, c'est-à-dire chef de l'État. Il s'est tiré une balle dans la tête. D'autres encore furent évincés du pouvoir, envoyés comme ambassadeurs au bout du monde dans l'espoir qu'ils demanderaient l'asile politique, ou transformés, du jour au

lendemain, de ministres en obscurs comptables dans quelque coopérative artisanale.

Nicolae Ceaucescu, sa famille et sa secte, ont quitté la scène politique roumaine et mondiale à la veille du nouvel an.

Peu après la disparition du dictateur, un « Comité d'initiative du parti communiste roumain » se manifesta. Je me suis demandé alors, et je me le demande encore aujourd'hui, qui pouvaient en être les membres. Ce Comité saluait la révolution qui venait de fusiller le chef absolu du parti, celui qui détenait à la fois la fonction de Secrétaire général du PCR à vie, et celles de président de la République, de commandant suprême de l'armée et quelques dizaines d'autres titres et dignités. Ce même « Comité » proposait la convocation d'un congrès extraordinaire ayant pour but de décider la dissolution du parti communiste roumain et de transférer ses biens au peuple.

Cette nouvelle me parut non seulement étrange, mais tout à fait inconcevable. Comment ce parti, qui avait pour seule fonction de glorifier le génie, les capacités exceptionnelles de Ceaucescu, pouvait-il encore « saluer la révolution » après l'exécution de celui-ci ? S'agissait-il de malades mentaux... ? Comment expliquer autrement une telle position ? Et cela, au moment même où ce parti omnipotent, comptant plus de trois millions de membres, se volatilisait et disparaissait en quelques secondes, plus vite que ne l'aurait fait un club ou une organisation quelconque ! Où étaient le Bureau politique, le Comité politique exécutif et les autres organes, tel le Comité central, qui faisait trembler de peur le pays ? Où étaient les Comités départementaux ? Le parti n'avait-il pas créé une réserve, une organisation clandestine comme avant 1944 ?

Mais de pareilles structures ne se sont pas manifestées. Le parti avait bel et bien fondu comme neige au soleil. Quelle disparition parfaite, cette disparition du parti communiste ! Sur les dizaines de publications du parti — quotidiens et hebdomadaires — et les autres, plus ou moins scientifiques, toutes le comblant auparavant de louanges, aucune ne fit paraître le moindre faire-part. Personne pour faire imprimer une affiche, ou quoi que ce soit. Rien, absolument rien. Ni les quelques survivants de la « vieille garde », ni les anciens militants de la clandestinité, qui avaient naguère risqué leur vie pour le parti, n'eurent le courage de faire une déclaration ou de publier quelque part un mot, une opinion, un hommage.